Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

3 jeunes français sur 10 cumulent plusieurs emplois pour faire face à des difficultés financières



Bien que le taux d'emploi mondial ait atteint un niveau record en 2024, plus de la moitié (57%) des travailleurs dans le monde et 43% en France rencontrent des difficultés à équilibrer leurs finances en fin de mois. En conséquence, 23% cumulent deux emplois ou plus (15% en France), principalement pour subvenir à leurs besoins essentiels, selon le rapport 'People at Work 2025' d'ADP Research. Cette étude, menée auprès de près de 38 000 salariés dans 34 pays, dont

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

plus de 1 000 en France, met en lumière d'importantes disparités régionales, ainsi que des écarts générationnels en matière de résilience financière.

Le cumul d'emplois devient une nécessité dans certaines régions où les salaires moyens restent faibles au regard du coût de la vie. Le poids important de l'économie informelle en Afrique, en Amérique latine et dans certaines parties de l'Asie aggrave la situation, en privant de nombreux travailleurs de stabilité et de protection sociale.

Selon l'enquête, le phénomène du cumul d'emplois est ainsi particulièrement répandu au Moyen-Orient et en Afrique (34%), en Amérique latine (24%) et dans la zone Asie-Pacifique (24%). La majorité des travailleurs y ont recours pour couvrir leurs besoins essentiels (51%), épargner en vue de projets futurs (47%) ou se constituer une réserve pour la retraite (39%).

Ces motivations varient avec l'âge : les salariés de moins de 40 ans cumulent plusieurs emplois pour acquérir de l'expérience professionnelle (40%), et près d'un tiers le font pour financer leurs études ou une formation. En comparaison, seuls 27% des plus de 40 ans cherchent à gagner en expérience via un emploi supplémentaire, tandis que 21% le font pour financer une formation.

Une pratique peu répandue en France

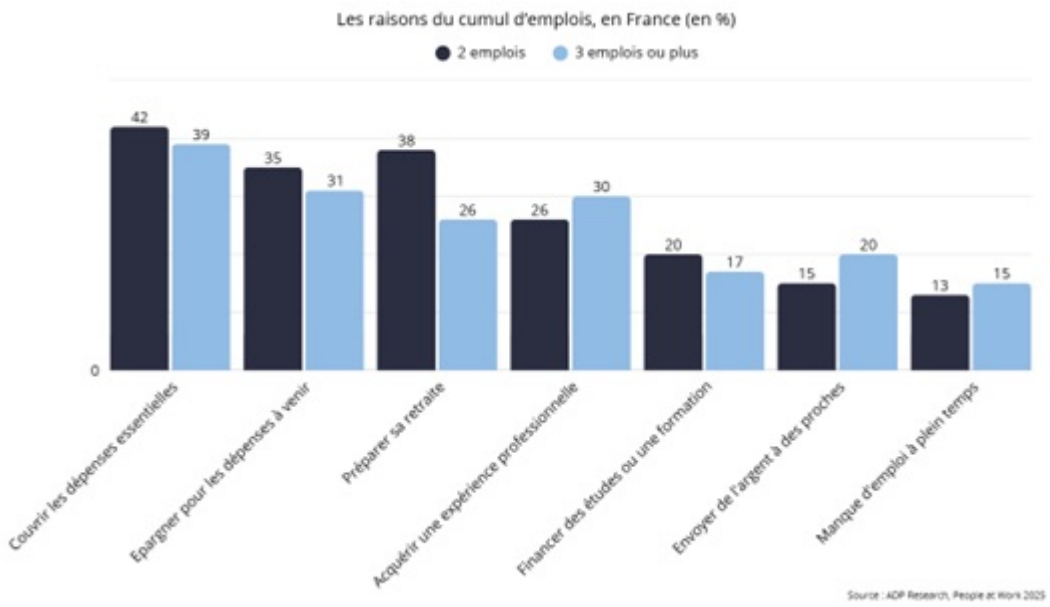
En France, seulement 15% des salariés déclarent cumuler plusieurs emplois, plaçant ainsi le pays au huitième rang des 34 marchés étudiés comptant la plus faible proportion de travailleurs concernés. Un chiffre qui varie selon plusieurs facteurs :

- l'âge : 28% des 18-26 ans occupent plusieurs emplois, contre 10% des salariés de 40 ans et plus.
- le genre : 16% des femmes exercent plusieurs emplois (10% occupent deux emplois et 6% trois emplois ou plus), contre 13% des hommes.

Les principales raisons de ce cumul d'emplois en France sont la nécessité de couvrir les dépenses essentielles (41%), l'épargne en vue de projets futurs (33%) et la préparation de la retraite (32%).

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026



©ADP Research

Cumuler les emplois ne suffit pas à joindre les deux bouts

À l'échelle mondiale, la pression financière est généralisée, et cumuler les emplois ne suffit pas toujours à boucler les fins de mois. Ainsi, 59% des salariés ayant deux emplois déclarent rencontrer des difficultés financières, un chiffre qui grimpe à 61% chez ceux cumulant trois emplois ou plus. Même parmi ceux n'ayant qu'un seul emploi, plus de la moitié (54%) affirment vivre au jour le jour, preuve que la précarité touche l'ensemble des profils, quel que soit le nombre d'emplois.

L'Égypte enregistre la proportion la plus élevée de travailleurs en difficulté financière (84%), suivie par l'Arabie Saoudite (79%) et les Philippines (78%). À l'inverse, la Corée du Sud affiche le taux le plus faible avec seulement 18%.

Avec un peu plus de 4 salariés sur 10 (43%) affirmant avoir des fins de mois difficiles, la France se situe en dessous de la moyenne européenne (51%) et enregistre la deuxième plus faible proportion. Ce chiffre est légèrement plus élevé chez les femmes (45%) que chez les hommes (40%).

Partout dans le monde, il existe également un écart entre la perception de disposer de suffisamment d'argent pour subvenir à ses besoins et celle de satisfaire ses envies. En France, 48% des salariés estiment avoir suffisamment d'argent pour acheter les biens et services dont ils ont besoin, mais seuls 32% déclarent pouvoir acheter ce qu'ils veulent.

« La rémunération constitue la base du bien-être financier pour la majorité des travailleurs. Pourtant, nos données révèlent qu'un emploi, même stable, ne suffit pas à offrir une sécurité financière. Près de deux tiers des personnes cumulant trois emplois peinent encore à joindre les deux bouts. Cette réalité représente une opportunité pour les employeurs d'adopter une approche plus globale de la rémunération,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

afin d'aider leurs collaborateurs à faire face à la hausse du coût de la vie » souligne Nela Richardson, cheffe économiste chez ADP.

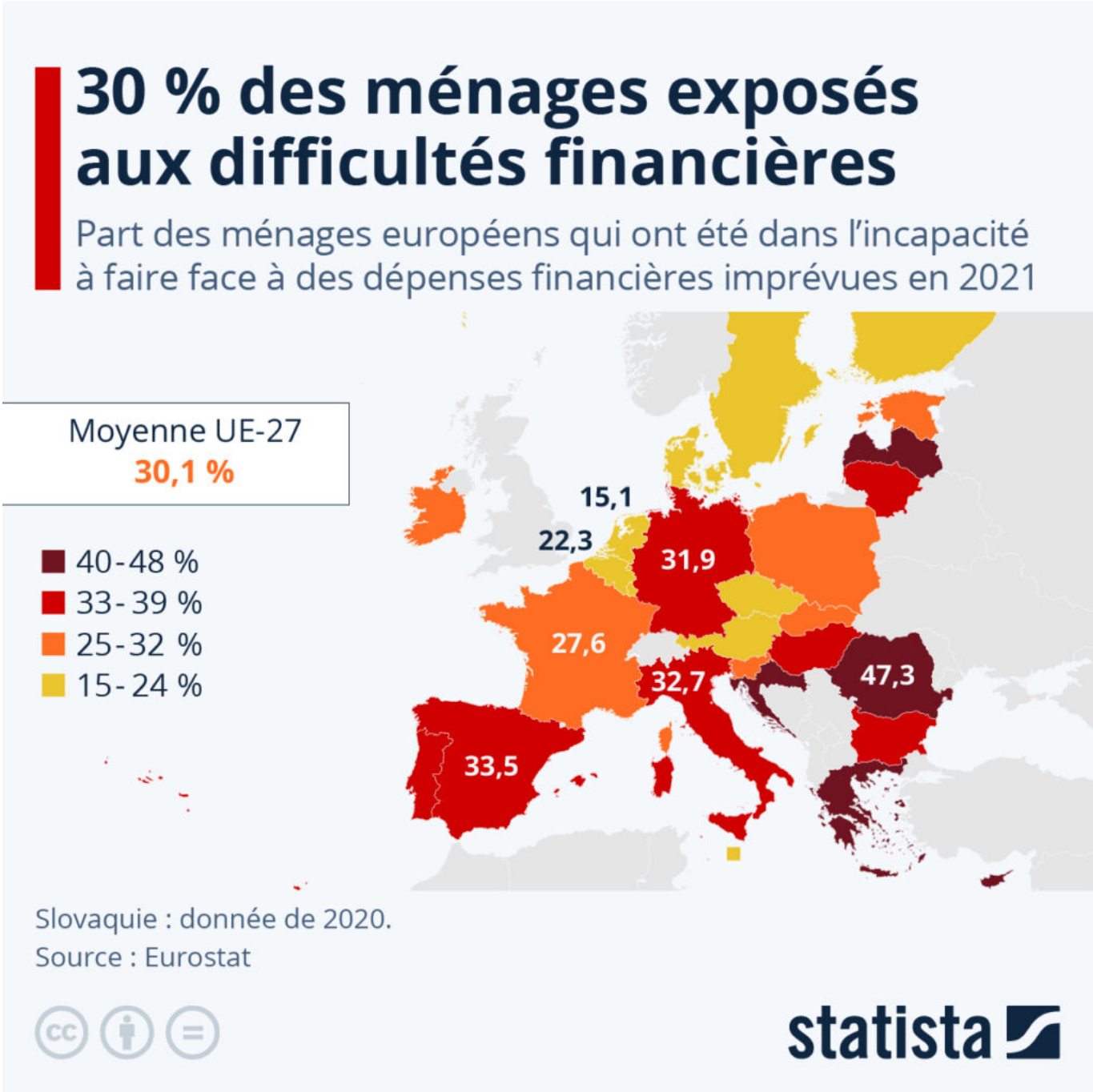
« Pour les entreprises faisant face à un contexte économique incertain, augmenter les salaires n'est pas toujours envisageable. Au-delà de la rémunération, qui est un élément essentiel, notre enquête a identifié plusieurs facteurs importants qui influencent l'attraction et la rétention des talents. Notamment, les possibilités de développement des compétences et les opportunités de formation qui peuvent aider les collaborateurs à progresser dans leur carrière et potentiellement augmenter leur salaire » explique Carlos Fontelas de Carvalho, président d'ADP en France et Europe centrale.

« Ces facteurs clés d'engagement peuvent notamment être présentés dans un Bilan Social Individuel (BSI), offrant ainsi une plus grande clarté sur tous les aspects de la rémunération, au-delà du salaire de base. Cela peut inclure des horaires ou lieux de travail flexibles, des avantages en nature ou sociaux en matière de santé, des primes exceptionnelles et des facilités pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. De telles mesures, lorsqu'elles sont mises en avant et connues des salariés, jouent un rôle important dans l'attraction et la fidélisation des talents, ainsi que dans l'engagement des collaborateurs » conclut Carlos Fontelas de Carvalho.

Combien de ménages européens sont exposés aux difficultés financières ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026



Selon les dernières estimations, le taux d'inflation a atteint 10 % dans la zone euro en septembre 2022 (contre 9 % en août). Dans le détail, la hausse des prix à la consommation dans la région varie de 6 % en France à 24 % en Estonie, notamment en raison du poids de l'énergie et de l'alimentation dans le budget des ménages, qui est différent selon les pays. Face à la hausse généralisée du coût de la vie cette année, un nombre croissant de foyers européens sont contraints de se serrer la ceinture.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Comme le montre notre graphique basé sur les données d'Eurostat, près d'un tiers des ménages européens (30 %) n'avaient déjà pas assez d'argent en 2021 pour pouvoir faire face à des dépenses financières imprévues. Ce taux grimpe à près de 50 % au sud-est du continent : environ 47 % en Roumanie et en Croatie, 46 % en Grèce.

Avec environ 28 % des ménages exposés aux difficultés financières en 2021, la France se situe légèrement en-dessous de la moyenne de l'UE, alors que ce taux varie de 32 % à 34 % dans les pays voisins (Allemagne, Italie et Espagne). Parmi les États membres de l'UE qui s'en sortent le mieux sur la base de cet indicateur, on peut citer les Pays-Bas (15 %), Malte (16 %), la Tchéquie et la Suède (environ 18 %), ou encore la Belgique (22 %).

Si l'on examine les données de plus près, on constate que ce sont surtout les ménages ayant des enfants à charge qui sont le plus à risque de se retrouver en difficulté de paiement. Pour les familles monoparentales avec un ou plusieurs enfants, le taux d'incapacité à faire face à des dépenses financières imprévues dépasse même 50 % dans l'UE (soit 20 points de plus que la moyenne globale).

De Tristan Gaudiaut pour Statista